

RENOUVEAU AGRICOLE

Benaïssa explique la démarche

Parce que les intervenants dans l'agriculture, dans toutes ses variantes, sont pour leur quasi-majorité des privés, il fallait absolument adopter une politique d'intéressement avec son corollaire un climat de confiance à même de sécuriser l'agriculteur et donc, assurer la pérennité de son activité.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Mission à la fois longue et laborieuse à laquelle s'attelle, ces dernières années, le ministère de tutelle à coups de programmes et de plans qui visent le soutien et l'accompagnement des agriculteurs. D'où la politique de renouvellement agricole dont la philosophie a constitué l'essentiel de l'intervention de Rachid Benaïssa, jeudi, sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural s'est longuement étalé sur cette politique adoptée par son département et basée sur deux mots d'ordre : libérer les initiatives en se départant de l'assistanat qui, dira-t-il, «a montré toutes ses limites», et adapter l'activité agricole aux spécificités de chaque région. «Le rôle de l'Etat se limitera à apporter l'accompagnement et l'assistance requise, qu'ils soient d'ordre technique ou financier», affirmera-t-il.

Néanmoins, fallait-il établir un état des lieux à même de définir la démarche à suivre et agir en conséquence, selon les priorités. Et la toute première de ces dernières, la contrainte foncière qui a été réglée, ce qui a soulagé les agriculteurs. Une première étape suivie juste après par le lancement de plusieurs programmes adaptés à chaque région de notre vaste pays, tenant compte du monde rural dont l'activité agricole d'appoint a longtemps été négligée et qui constitue, si elle est accompa-

gnée et soutenue, un maillon important dans la recherche du but escompté : l'autosuffisance alimentaire, et ce, outre la fixation des populations rurales avec l'implication de plusieurs secteurs. D'où, reconnaît d'ailleurs le ministre, la lenteur de ces programmes dont les résultats enregistrés, jusqu'ici, sont, dira-t-il, «encourageants». Etalant l'intervention de l'Etat dans le secteur, M. Benaïssa donnera l'exemple des céréaliers qui, en sus du soutien en

matière technique et d'acquisition des semences et autres engrais, bénéficient d'autres avantages puisque le Cypalac achète leurs produits à des prix défilant même ceux en cours à l'échelle internationale avec 4 500 DA le quintal de blé dur, 3 500 DA le quintal de blé tendre et 2 500 DA le quintal d'orge. Ceci dit, le paradoxe de ces dernières années où l'Algérie a, une fois, exporté de l'orge pour ensuite en importer ne s'explique pas que par l'élément pluviométrique quoique important dans l'activité agricole, reconnaît le ministre. Rachid Benaïssa évoquera le changement d'activité chez les agriculteurs, rentabilité oblige. Un phénomène dont veut à tout prix,

venir à bout, la tutelle, ce qui est loin d'être facile.

Frémissement de la filière élevage

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural relèvera fièrement le vif regain d'intérêt enregistré dans la filière de l'élevage bovin. Il parlera de l'importation, ces trois dernières années, de 66 000 génisses par des éleveurs et de pas moins de 24 000 têtes d'ovins en 2011 pour les besoins d'engraissement et de boucherie, situant l'intervention de l'Etat au seul aspect sanitaire.

A propos de la cherté des viandes blanches, Rachid Benaïssa brandira

le même argument de l'instabilité de nombre d'éleveurs qui, faute de rentabilité et au bout d'une ou deux batteries, cessent et optent pour une autre activité, «Ce à quoi la tutelle s'évertue à remédier», dira-t-il, en mettant prochainement un dispositif de contractualisation entre les producteurs et les gérants des abattoirs agréés avec implication de l'Etat dans la fourniture des intrants. Quant à la flambée des prix des fruits et légumes, le ministre la mettra sur le compte de la spéculation, justifiant, cependant, le prix élevé de certains produits comme la tomate par sa disponibilité en tout temps alors que l'on oublie que c'est un produit saisonnier.

M. K.

CONFLIT À LA LAITERIE DE DRAÂ BEN KHEDDA

«Le travail doit d'abord reprendre avant l'envoi d'une commission d'enquête»

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural n'a pas omis d'évoquer le conflit latent qui paralyse la laiterie de Draâ Ben Khedda, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, depuis le mois d'octobre dernier.

Regrettant cet état de fait, puisque l'affaire est en justice, il a déclaré avoir déjà diligencé une première commission d'enquête qui n'a, malheureusement, pas effectué le travail comme attendu puisque, dira-t-il, «elle s'est contentée d'avis des deux parties en conflit». M. Benaïssa évoquera l'envoi d'une seconde commission d'enquête mixte, ministère de l'Agriculture et celui de l'Industrie, initiative qu'il subordonnera, néanmoins, à la reprise de l'activité, condition sine qua non pour que, dira-t-il, «ladite commission mène

convenablement son travail». «Il s'agira bien de vérifier certains griefs des travailleurs grévistes portés à l'encontre du reprenneur de la laiterie dont le caractère obsolète de l'équipement, chose qui ne saurait être faite en l'état actuel des choses. D'où la nécessité que la laiterie soit opérationnelle à nouveau pour pouvoir permettre à cette commission de faire son travail comme il se doit», s'expliquera le ministre. Pour rappel, la grève paralyse l'usine depuis le 9 octobre dernier sans aucune solution à l'horizon à même de mettre un terme à ce bras de fer qui oppose les travailleurs au propriétaire de la laiterie dont ils dénoncent et réclament la reprise par l'Etat de l'entreprise. La laiterie de Draâ Ben Khedda a été cédée en 2008 à un privé, dans le sillage du programme de privatisation. Depuis le début de la grève, une centaine de personnes ont été relevées de leurs fonctions et

dont 39 ont été poursuivies en justice par le propriétaire de la laiterie pour abandon de poste et entrave à l'activité de l'entreprise. Elles ont été condamnées à payer une amende de 4,8 milliards de centimes, plus un milliard de dommages et intérêts. Aussi, ce conflit n'a-t-il pas pris en otage 1 600 éleveurs qui n'arrivent plus à écouler leur lait, 150 distributeurs contraints de réduire considérablement leur activité et des dizaines de familles des travailleurs privés de facto de salaires.

Et conséquence de cette situation, les spéculateurs de tout bord qui revendent le sachet de lait entre 30 et 35 dinars, en plus de tentatives de récupération politique, avec l'entrée en lice de certains partis qui profitent de l'aubaine que représente ce conflit pour se lancer précocement en campagne électorale en vue des élections législatives de mai prochain.

M. K.

AHN WOO SANG, DG DE LA SUCCURSALE, EN PARLE

L'Algérie offre de fortes opportunités de croissance pour LG

Les opportunités de croissance sont très fortes pour LG Electronics en Algérie où la firme sud-coréenne n'exclut pas la possibilité d'investir dans la production.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les perspectives sont favorables pour le développement de LG Electronics en Algérie, selon le nouveau directeur général de la succursale algérienne de la firme sud-coréenne. Hôte jeudi dernier d'un conclave médiatique, Ahn Woo Sang a indiqué que le marché algérien se classe, parmi une cinquantaine de succursales, au troisième rang. «C'est l'un des marchés les plus importants en Afrique. Où les opportunités de croître sont très fortes», relève le responsable de la succursale algérienne, mise en place voilà plus de deux ans. Dans la mesure où il enregistre des résultats «prometteurs», des taux de croissance appréciables, de l'ordre de 70% tous produits confondus (appareils électroménagers, audiovisuels et

mobiles), le marché algérien possède un «fort potentiel» que la firme sud-coréenne entend fructifier davantage. Après avoir poursuivi durant les cinq dernières années, sous la conduite du précédent DG, Ahn Deuk Sook, une dynamique active d'implémentation, de déploiement commercial et proximité avec la clientèle, LG Algérie est «prête» maintenant pour d'autres challenges.

«Nous sommes prêts à exploiter de nouvelles opportunités. A renforcer notre présence. Notre objectif est de devenir n°1», déclare Ahn Woo Sang, certes dans le cadre de la stratégie globale fixée par la maison-mère et qui considère le marché algérien comme pivot régional. Appuyée par des ressources humaines quasiment à 100% algériennes et formées en

continu, la succursale entend poursuivre l'expansion de son réseau de distribution qui compte actuellement plus de 60 show-rooms à travers le territoire national. «Nous prévoyons d'augmenter, voire tripler ce nombre», dira-t-il. Il s'agit aussi de répondre aux desiderata de la clientèle algérienne, très exigeante en termes de produits de qualité et innovants, de manière continue. Et dans le but de «contrecarrer l'informel», assure Ahn Woo Sang. «Notre priorité, offrir des produits fiables, de qualité et au design unique», relève le DG qui cite la commercialisation, de manière singulière, de produits blancs (réfrigérateurs et machines à laver) garantis pendant dix ans. Comme LG mise également sur les produits électroniques (LCD, Téléviseurs 3D, mobiles, smartphones...) qui suscitent l'engouement des consommateurs.

Ainsi, LG compte lancer cette

année «des produits innovants, des surprises», dira le DG. Mais aussi offrir un service après-vente «différentié» et «personnalisé», au niveau du réseau de centres de maintenance Care & Delight, et par la maintenance mobile. D'autant que les «quelques difficultés» rencontrées à cause de l'obligation de paiement des importations par crédit documentaire, ont été surmontées et «il n'y a plus de problème», constate M. Sang. «Nous sommes disposés à déployer davantage d'efforts. Nous avons les moyens», assure-t-il. Voire, «LG n'exclut aucune option», affirme Ahn Woo Sang à propos de la possibilité d'un investissement en matière de production. Cela même si le manager de la succursale algérienne s'est montré très réservé, d'autant que la décision finale relève de l'appréciation de la maison-mère.

C. B.

AGENCES FONCIÈRES

Vers la création d'un syndicat national

La Fédération nationale de l'habitat et de l'urbanisme, affiliée à l'UGTA, a réuni ce jeudi les travailleurs des agences foncières des 48 wilayas du pays pour discuter des problèmes socioprofessionnels du secteur et préparer le terrain pour la création d'un syndicat national.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les agences foncières restent parmi les rares secteurs qui ne disposent pas à ce jour d'une représentation syndicale. Chose qui a, entre autres, lourdement pénalisé les travailleurs qui n'ont pas encore signé les conventions de branches avec l'administration. C'est dans cette logique que la Fédération nationale de

l'habitat et de l'urbanisme, affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens, a réuni, ce jeudi, au siège du Laboratoire des travaux publics (LCTP) de Hussein Dey (Alger), des représentants des travailleurs des agences foncières des 48 wilayas du pays.

Était à l'ordre du jour, la discussion des problèmes socioprofessionnels du secteur, à savoir arrêter les points focaux des différentes revendications pour l'élaboration d'un rapport détaillé et le transmettre au secrétaire général de la Centrale syndicale Abdelmadjid Sidi Saïd. C'est sur la base de ce rapport, explique Amar Bessaou, chargé de l'économie et des conventions de branches au niveau de la Fédération nationale de l'habitat et de l'urbanisme, que les priorités seront fixées, en commençant par la

création d'un syndicat national qui permettra la négociation de la signature des conventions de branches. «Il est anormal qu'une agence foncière d'une wilaya telle que Tamanrasset, dont la superficie est supérieure à celle de la France, compte 13 travailleurs. Le plus grave, c'est que tous ces travailleurs, tous grades confondus, touchent 18 000 DA, qu'il s'agisse du planton, du technicien ou de l'inspecteur !», dira un délégué de l'agence foncière de Tamanrasset.

D'autres délégués ont à leur tour dénoncé l'autorité absolue du wali sur le foncier, surtout l'urbanisation qu'ils considèrent comme un danger qui met en péril l'avenir des générations futures.

M. M.

CEVITAL RASSURE

La grève n'a pas eu d'impact sur la disponibilité du sucre et de l'huile

Le groupe Cevital, premier producteur de sucre et d'huile dans le pays, a tenu à rassurer à travers un communiqué, que le débrayage observé dans la journée de mercredi par les travailleurs de son complexe de Béjaïa n'a pas eu d'impact sur la disponibilité des produits.

«Cette action n'a aucune répercussion sur la disponibilité des produits car les unités de production ont repris la cadence dès la fin de la journée du 18 janvier», affirme le groupe. Il convient de rappeler que les activités des différentes unités de raffinage d'huile, de sucre et de la margarinerie ont été totalement paralysées dans la journée de mercredi par un mouvement de grève des travailleurs qui réclament des augmentations salariales et la création d'un syndicat au sein de l'entreprise. Dans son communiqué, le groupe Cevital signale que «cet arrêt de travail de 8 heures» était «une action de protestation, animée par la volonté d'attirer l'attention de la direction générale du groupe sur certaines préoccupations des employés».

«Un des dirigeants et actionnaires du groupe a été dépêché sur place pour engager le dialogue avec les collaborateurs. La démarche s'inscrit dans la volonté de l'entreprise d'instaurer une communication ouverte, saine et sereine avec l'ensemble des employés», informe dans son communiqué le groupe tout en soulignant qu'un «engagement d'étudier les doléances des employés a été pris et qu'un retour leur sera fait d'ici la fin du mois». Le groupe Cevital réitère à l'occasion sa volonté d'améliorer le quotidien des consommateurs de produits de qualité.

A. K.